

COURRIER DE ROANNE

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE, INDÉPENDANT

ABONNEMENTS : Un an, 40 fr. ; — Six mois, 25 fr. 50 c.

INSERTIONS : Réclames, la ligne 25 c. ; — Annonces, la ligne, 45 c.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de chaque mois, et sont considérés comme continués, sauf réception d'avis contraire.

RÉDACTEUR EN CHEF : E. CRITOT

Les annonces judiciaires et légales seront insérées en 1870, pour le département de la Loire, dans les cinq journaux suivants : le *Mémorial de la Loire*, le *Journal de Montbrison*, le *Courrier de Roanne*, le *Journal de Roanne* et l'*Echo Roannais*.

BUREAUX : Impasse de la Sous-préfecture,

ouverts de 9 à 11 heures du matin, et de 3 à 5 heures du soir.

Pour toute qui concerne la rédaction, s'adresser au rédacteur en chef. Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Roanne, le 13 août 1870.

Les événements se précipitent avec une telle rapidité, que nos lecteurs nous excuseront de ne pouvoir leur donner un compte-rendu exact des faits qui ont marqué la semaine écoulée.

Au moment où j'écris ces lignes, la nouvelle qui prime tout autre, ce n'est même pas la composition d'un nouveau ministère, dont nous donnons plus l'in le nom des titulaires, c'est cet entreffile du *Sicéle*, que nous donnons en son entier :

« Qui trompe-t-on ici ?
« Il y a trois jours le gouvernement affirmait qu'il était en possession de trois millions de fusils.
« Hier dans le sein de la Commission, le nouveau chef du cabinet, M. de Palikao, aurait dit : nous n'avons pas de fusils.
« La question est assez grave pour qu'on l'éclaircisse sur le champ. »

Ce n'est donc plus seulement l'impéritie des chefs, qu'il faut accuser de nos défaites, c'est la négligence impardonnable des administrateurs. Les correspondances des journaux de Paris constatent que les munitions ont manqué, que les vivres ont manqué !

Nos soldats n'ont donc pas eu à combattre seulement l'ennemi quatre ou cinq fois supérieur, ils ont eu aussi à lutter contre les défaillances de la faim !

C'est douloureux à dire ! Dans le cadre restreint qui lui appartient, le *Courrier de Roanne* ne peut tenir ses lecteurs au courant des nouvelles qui se croisent parfois d'heure en heure, il sait d'ailleurs qu'aujourd'hui les journaux pénètrent dans chaque village, dans chaque hameau, parce que de là sont partis un fils, un frère, un ami, et que là le cœur bat pour les siens, pour la France et seulement pour elle.

A l'heure où nous écrivons nulle dépêche importante n'est encore arrivée du théâtre de la guerre ; devons-nous en conclure que la résistance acharnée de nos soldats a ralenti leur ardeur ? ou de nouveau cherchent-ils à concentrer leurs forces ?

Espérons que quoi qu'il en soit, le nouveau commandant en chef, maréchal Bazaine, saura cette fois-ci opposer manœuvres à manœuvres, et que pour triompher ont n'aura plus qu'à faire preuve de ce courage indomptable, qui ont encore rendu glorieuses pour nous les défaites de Wissembourg, de Froeschwiller, et de Reischoffen.

Les corps d'armée se concentrent autour de Metz et aux dernières nouvelles le maréchal Mac Mahon se repliait en bon ordre, sans que l'ennemi ait fait mine de l'inquiéter, la nouvelle d'aucun engagement n'étant encore parvenue à Paris.

Les nouvelles qui arrivent des nations étrangères, nous sont favorables : Les Italiens, les Anglais, souffrent de nos défaites, et l'on assure que ces puissances sont prêtes à intervenir diplomatiquement en notre faveur.

La victoire ne saurait plus longtemps désorienter nos drapeaux.

Si nous n'étions pas prêts pour la lutte, hâtons-nous de nous préparer, que la nation entière soit sous les armes, et notre armée n'ayant plus à souffrir des négligences des siens, sera invincible.

Il est encore à Paris et dans d'autres villes des garnisons, qui ne sont qu'une défiance contre des citoyens, des frères, que ces troupes aillent à la frontière rejoindre leurs frères d'armes, où elles auront leur utilité et comme nombre et comme habileté et même comme confiance.

Qu'en un mot la nation entière soit armée, approvisionnée de tout ce qui est nécessaire, les développements seront à la hauteur de la mission !

F. MOLLON.

AUX ARMES !

C'est le cri qui, parti de Paris, se répand dans la France entière !

Dans les villes, les villages, les hameaux, ce cri trouve un écho.

Car dans nos provinces de l'Est, ce n'est pas seulement notre territoire qui a été envahi, ce ne sont pas seulement nos concitoyens qui ont été la proie des fureurs de l'ennemi, c'est surtout cet orgueil national qui a été atteint, et qui au moment du danger fait de la nation française une nation de frères, c'est surtout cette pensée qu'un audacieux ennemi a osé et pu oser souiller notre territoire en nous infligeant des défaites, que le courage de nos soldats ne laissait pas prévoir.

Aussi nos cœurs n'ont-ils plus le temps de songer aux héros tombés sur le champ de bataille !

Ce n'est plus de la douleur !

C'est de la rage !

Aux armes !

Ce cri résume tout !

C'est le souvenir de la défaite subie !

C'est surtout l'esprit d'une prompte et décisive victoire !

Que tous soient donc vite et promptement armés ! Une nation comme la France a pu laisser envahir son sol en 1814, alors qu'elle était épuisée par vingt ans de lutttes et que le sang de ses enfants avait arrosé l'Europe entière, mais aujourd'hui l'audacieux ennemi, qui s'est rappelé ce chemin, doit y trouver son tombeau !

Au frémissement, qui se produit jusque dans les chaudières les plus isolées, on sent que le souffle qui animait nos pères, ne s'est pas éteint. Aujourd'hui on pourrait dire que l'ennemi est à nos portes, que la ferme résolution de vaincre ou de mourir n'en serait pas affaiblie.

Les récits des pères reviennent à la mémoire des enfants, et ceux-ci préfèrent et pour eux-mêmes et pour leurs descendants, une mort glorieuse à la frontière, que la honte subie au foyer. La guerre a des nécessités terribles ; elle a surtout des nécessités douloureuses pour les pères, pour les mères de familles ; elle en a surtout pour les jeunes femmes, qui tout à coup se voient privées de celui qui était leur orgueil et leur soutien, c'est pour cela que la guerre ne devrait et n'a réellement sa raison d'être que lorsque la tranquillité du foyer est menacée.

Aujourd'hui les foyers de nos frères sont souillés par la présence de l'étranger !

Aujourd'hui donc il ne doit plus y avoir ni parti, ni opinion ; il ne doit y avoir qu'une seule et même pensée : chasser l'étranger !

La volonté, le courage ne manquent à aucun de nous ?

Des armes donc et arrière une vaine méfiance ! Alors que la patrie est en danger, il ne doit plus y en avoir ; car encore une fois il ne doit plus y avoir de parti !

Que chaque ville, que chaque commune puisse donc prendre les armes ! que chaque citoyen puisse à l'heure du danger offrir son concours effectif.

Avec la nation ainsi armée, le désordre n'est plus possible, et l'ennemi ne peut faire un pas sans être harcelé.

Sous le premier empire l'Espagne trouva dans son patriotisme ce qui avait manqué à son roi et à ses ministres !

Elle était vaincue, toujours vaincue ; mais aussi elle était l'Espagne, et, jamais découragée, elle vit, malgré la disproportion des forces, le jour, où libre, débarrassée des hordes étrangères, elle aidait à faire tomber le colosse, qui avait voulu l'asservir.

Que des mesures soient donc prises au plutôt, que chacun de nous puisse, en courant à la défense de ses frères attaqués, concourir ainsi à la défense de ses propres foyers.

Nous réclamons la liberté, nous le voulons ! il faut nous en montrer dignes en faisant à la patrie les sacrifices qu'elle exige de nous.

Aux armes !

En avoir, apprendre à s'en servir, se tenir prêts à défendre ses foyers, doivent être notre unique préoccupation.

Que les femmes, les enfants s'inspirent de cet amour de la patrie, qui nous vient au cœur comme une seconde nature !

Une nation n'est vraiment grande, que lorsque tous ses enfants se montrent fermes et unis dans le danger.

Roanne et ses environs n'en sont pas à faire leur preuve de courage ! Maintenus intacte cette vieille réputation, dont nos enfants s'enorgueillissent, comme nous sommes fiers de la vaillance de nos pères !

Point de prétextes, point de défaillance.

Vienne l'ennemi, que nous puissions du moins le faire souvenir de son passage dans nos contrées, si nous ne pouvons l'arrêter !

Plus de cris, plus de chants, qui ne sont qu'un enthousiasme passager ; mais une résolution bien calme, bien arrêtée d'apprendre nous aussi à être soldats et à vaincre l'ennemi.

Donc, comme mot d'ordre et dès ce jour sans distinction de parti, dans les plus petites communes comme dans la ville :

Aux armes !

F. MOLLON.

Malgré les préoccupations bien légitimes que fait naître la guerre, nous n'avons pas cru devoir nous désintéresser des élections municipales.

Il est hors de doute que la guerre cessera bientôt, l'Allemagne et la France ne peuvent maintenir longtemps sur un champ de bataille, loin de leurs affaires et de leurs intérêts, toute leur population valide. Il est certain que dans cet appel désespéré à toutes les forces vives du

pays, ce qu'il faut voir, c'est la nécessité reconnue par les gouvernements, d'obtenir la paix rapidement et à tout prix.

Dans un mois, au plus tard, on n'aura plus qu'un souci : guérir ces blessures et réparer par une administration honnête et vigilante les sables de cette campagne.

Il est donc sage de refouler pour quelque temps les inquiétudes dont on est assiégé et de songer à l'avenir.

Voilà pourquoi nous continuons à lutter en faveur des candidats qui ont été désignés par le *Courrier de Roanne* aux suffrages des électeurs.

Le premier tour de scrutin nous a été tellement favorable, que nous avons bon espoir pour les sections où il y a eu ballottage. Aux Planches, au Centre, au Midi, au faubourg Clermont ; malgré tous les efforts de l'administration, malgré les insultes de la dernière heure, la liste de l'opposition a passé à une immense majorité.

On trouvera plus loin le résultat des élections des 6 et 7 août.

En ce moment, sur 27 conseillers, 19 sont élus ; 17 appartiennent à notre liste, les 2 autres sont MM. Boullier et Guilloud nommés pour la section de l'Est. Déjà la majorité est acquise au parti démocratique ; il ne s'agit donc plus que de confirmer un succès, et d'envoyer du faubourg Mulsant, du Nord et de l'Est, des hommes disposés à faire cause commune avec la majorité du conseil pour la réalisation du programme dont nous avons donné connaissance aux électeurs.

1^o Instruction laïque, gratuite et professionnelle.

2^o Réduction des subventions au culte à ce qui est prévu par la loi.

3^o Répartition entre les divers quartiers et proportionnellement à leur population, des ressources réservées à la voirie : (eau, éclairage, payage, etc.

4^o Publicité aussi grande que possible des délibérations du Conseil municipal.

Nous sommes convaincu que la seconde épreuve nous sera partout favorable et que dans les sections du Nord, de l'Est et du faubourg Mulsant, une grande partie des suffrages donnera raison à la liste du *Courrier*. Quand sonne l'heure des revers, la démocratie doit être unie et doit pouvoir compter sur toutes ses forces.

Em. CRITOT.

Résultat des élections municipales

Section des Planches.

Votants, 281.

LISTE DÉMOCRATIQUE.

B. BRISON, 231
RAFFIN A., 225
COLOMBAT, 213

LISTE DE L'ADMINISTRATION.

SUBRIN, 44
MIGAUD, 43
VADON, 42

Section du centre.

Votants, 446.

LISTE DÉMOCRATIQUE.

CHERPIN aîné, 287
COUTARET, 286
COSTE, 278
GERBAY, 267

LISTE DE L'ADMINISTRATION.

CAIRE, 172
VIAL, 172
BOUSSAND, 172
MURON, 172

Section du faubourg de Clermont.

Votants, 521.

LISTE DÉMOCRATIQUE.

PIZET, 468
AUDIFFRED, 448
CRITOT, 446
CHANTELOUBE, 434
DENIS, 434

LISTE DE L'ADMINISTRATION.

GIRARD, 77
DUMONT, 49
DUMAS, 49
Vadon, percepteur, 49
Michon, 49

Section du Midi.

Votants, 383.

LISTE DÉMOCRATIQUE.

DESPIERRES, 229
CANCAON, 215
DAMON, 204
THIODET, 201

LISTE DE L'ADMINISTRATION.

CHASSIN, 101
BAJARD, 96
ROUBAUD, 95
VINDRIER, 87

Section de l'Est.

Votants, 314.

BOULLIER, 269
GUILLOUD, 288

Ballottage pour les autres.

Section des Barreaux Mulsant.

Votants, 309.

PELLION, 182.

Ballottage pour les autres.

Section du Nord.

Ballottage.

Les candidats démocratiques de la section du Nord adressent à leurs électeurs l'appel suivant :

Electeurs !

Seule, la circonscription du Nord u'a pas donné de résultat aux élections du 7 août. Seul aussi dans notre circonscription, le parti démocratique s'est divisé, la confusion s'y est introduite et beaucoup d'entre nous, croyant donner leur adhésion à la liste du *Courrier de Roanne* l'ont donné aux représentants de la liste de la mairie.

Electeurs ! N'avez-vous pas le courage et la volonté des citoyens de toutes les autres parties de notre ville, et faudra-t-il aussi que seule, la circonscription du Nord laisse déchoir la démocratie en vous laissant abuser par l'insinuation de faux frères.

Le comité du *Courrier de Roanne* attend de vous un concours énergique. Il faut que notre cause triomphe dans la ville tout entière.

Au scrutin donc !

Pas de négligence, et surtout pas d'abstention, BUSSON, MARCET CHAFFE, BERTAUD, GOURDIAT.

LA PROROGATION DES ÉCHÉANCES

Les temps de crise réclament chacun le sent, l'emploi des moyens extraordinaires, et lorsque la loi du salut public, proclamant la guerre le premier, l'unique devoir des citoyens, appelle à l'armée des chefs d'entreprise et suspend toutes les affaires du commerce et de l'industrie, il est évident que l'industrie et le commerce ont le droit de se réclamer d'elle pour sauver leur honneur et de lui demander de soutenir partout le crédit de chacun. C'est ce que l'on veut obtenir en proposant de proroger les échéances des engagements pendant la durée de la guerre. Mais, s'il est possible d'arriver au même soulagement, à la même protection des débiteurs engagés sans léser aucun droit, sans faire souffrir aucun intérêt, sans déroger au principe fondamental du crédit, pourquoi ne pas prendre d'autres mesures.

La prorogation pure et simple des échéances délivre le débiteur de ses appréhensions, mais elle fait tort ou au créancier primitif, ou au preneur de la créance escomptée et, en définitive, à quelqu'un. Il n'y a d'équitable que ce qui fait peser une charge sur tout le monde, ou ne la fait peser sur personne. On ne peut pas répondre que, peu importe, parce que c'est le capital qui souffre, et que c'est à lui de souffrir plutôt qu'au travail, car dans les temps ordinaires il a bien des avantages pour lui. D'abord, cette réponse n'est ni scientifique ni juste, mais ce n'est pas de défendre le capital, c'est de défendre le peu de travail qui nous reste qui s'agit. Or, en déclarant les échéances indéfiniment prorogées, sans que la créance reçoive une indemnité quelconque, et même sans que le créancier puisse savoir à quelle époque il sera payé, on ne fait autre chose que suspendre et proroger le crédit lui-même, et, si de nouveaux emprunteurs ont besoin de s'associer pour travailler encore, les empêcher de trouver de nouveaux prêteurs. Soyons le plus prévoyant possible, et ne nous privons pas du concours du plus précieux des instruments de travail. Ne blessions pas, n'inquiétons pas l'argent qui s'est prêté, qui se peut prêter encore.

Ce qu'il faut faire, c'est déclarer de droit le renouvellement de tous les engagements, à leur échéance, pour la période de temps déterminée, pour quatre-vingt-dix jours, s'il en veut, à la condition que l'intérêt légal de la dette sera ou payée à l'échéance, ou incorporé au renouvellement. De la sorte, chacun reçoit de la loi sa part de protection, et le crédit, respirant en liberté comme la dette, recommence à alimenter les canaux encore ouverts de l'activité commerciale et industrielle.

Si les circonstances l'exigent, on verra plus tard ce qu'il pourrait y avoir à décider, mais à chaque jour suffit sa peine.

PAUL BOITEAU.

Lettres de Londres.

8 août, 1870

Le cœur agité des sentiments les plus vifs qui puissent envahir le cœur d'un homme qui adore son pays, tout entier en pensée aux maux auxquels on a exposé la France et aux périls qu'on a appelés sur elle, l'oreille incessamment ouverte à ce bruit, cependant impossible à entendre, des canons qui grondent là bas, je commence cette lettre sans savoir si je trouverai en moi la force de la finir.

Les terribles nouvelles que vous connaissez déjà sont arrivées ici au moment où on les attendait le moins. Le premier sentiment qu'elles ont éveillé dans toutes les âmes a été celui d'un inexplicable étonnement. Que la lutte dût être sanglante et marquée par une longue série de coups aussi incertains que meurtriers, voilà ce que chacun croyait. Mais que le léger avantage remporté par les Français à Saarbrück fût si vite suivi de revers tels que ceux de Wissembourg et de Worth, voilà ce dont personne ne se serait douté ici. L'impression en a été d'autant plus profonde.

L'extrême susceptibilité du gouvernement français ; la manière hautaine et violente dont cette susceptibilité s'était fait jour ; le refus de se contenter de concessions qui paraissent raisonnables ; le parti pris, du moins apparent, de pousser la Prusse à bout par des exigences insupportables pour son orgueil ; la médiation de l'Europe rejetée, au mépris d'une clause formelle des engagements de 1856 ; enfin, la précipitation triomphante avec laquelle le signal de la suprême crise fut donné ; que de circonstances propres à faire croire aux Anglais que Napoléon se tenait sûr du succès, qu'il l'avait préparé de longue main ; que sa confiance dans l'irrésistible supériorité des armes françaises reposait sur des bases solides ; qu'il avait un plan de campagne bien mûri, et que la Prusse attaquée presque à l'improviste, aurait fort à faire pour ne pas être accablée !

Aussi la surprise fut-elle générale, lorsqu'on le vit s'attarder comme à plaisir, au lieu de déconcerter l'ennemi par la rapidité de ses mouvements. Quel pouvait donc être, disait-on partout le motif de cet inconcevable délai ? Comment comprendre qu'il laissât à la Prusse le temps de rassembler ses forces et aux divers États de l'Allemagne le temps de concentrer leurs efforts ? Cela semblait si étrange, que quelques-uns se plurent à attribuer cette inaction de quelques jours, qui étaient des siècles, à quelque grande combinaison stratégique dont le secret ne tarderait pas à être révélé au monde. La plus part n'en jugèrent pas de la sorte. Ils soupçonnèrent que le gouvernement impérial était parti d'un point de vue déplorablement erroné : qu'il s'était lourdement trompé, ou avait été trompé sur les dispositions réelles de la Bavière, du Wurtemberg, des États du Sud ; qu'il s'était figuré devoir compter comme alliés ceux qu'il allait, au contraire, rencontrer devant lui comme ennemis, et que la subite découverte de cette fatale erreur l'avait mis dans la nécessité de changer ses plans du jour au lendemain, — ce qui intervertissait les rôles, lui interdisait la marche en avant, lui faisait de la prudence une nécessité absolue, le réduisant à la défensive.

Et toutefois, même dans cette supposition, nul, je le répète, ne s'attendait aux coups de foudre, répétés, des derniers télégrammes, tant il semblait impossible que l'empire eût voulu avec emportement jouer une telle partie, sans être à peu près sûr de la gagner ; tant il avait fait bruit des chassapots et des mitrailleurs ; et aussi, et surtout, tant la France a habitude le monde à avoir dans la valeur des soldats de la France quelque chose qui commande impérieusement à la fortune des batailles !

Jugez, d'après cela, de l'état de stupeur où les Anglais sont tombés, à la nouvelle que le maréchal Mac-Mahon avait perdu une grande bataille, à la suite d'une bataille perdue à Wissembourg, et que son sacré de notre France était envahi, et qu'il s'agissait pour nous de fermer la route qui conduit à la capitale de la civilisation moderne, et que Paris était en état de siège ! C'est à qui s'écria : Voilà donc le sort réservé aux nations qui laissent leurs destinées dépendre de la volonté d'un seul homme !

Car jamais, ni jamais, la bravoure et le dévouement héroïque de nos soldats n'ont brillé d'un plus vif éclat, aux yeux des Anglais. Ils n'avaient certes pas besoin d'apprendre par le télégraphe que les défaites récentes n'étaient dues

qu'à l'immense supériorité numérique des forces ennemies, et que, malgré cette supériorité, la victoire avait coûté des flots de sang au vainqueur ; cela allait sans dire ; nul n'avait besoin de lire cela dans les télégrammes envoyés de Berlin : c'est ce que chacun savait d'avance.

Mais ce qu'on ne savait point, hélas ! c'est qu'il serait commis par des hommes qui devraient être infaillibles, puisqu'ils prétendent à un pouvoir absolu, des fautes assez énormes pour avoir raison... même de la vaillance du soldat français.

Quoi qu'il en soit, une chose me consolait, s'il n'y avait des douleurs inconsolables : c'est l'idée qui domine ici l'impression produite par d'aussi funèbres nouvelles. Cette idée est : que le génie de la France est absolument invincible ; « Quelque atteinte que puissent porter au prestige de l'empire », dit le *Standard*, « ces effrayants périls dont il est, peut-être, permis de rendre la politique de l'empire responsable, ils ne briseront pas le courage de la France, et détermineront de la part de la nation tout entière un effort dont le résultat sera pour les Allemands, s'ils veulent poursuivre une carrière de conquêtes, la défaite et une catastrophe. » *Standard* a raison. Dès que la question n'est plus d'étendre nos frontières, pour que le mérite en soit à un homme ou à une famille, mais de défendre le sol natal, de repousser l'invasion, de sauver à cette ville de Paris, bien autrement inviolable que la Sparte de la Grèce antique, l'humiliation d'apercevoir la fumée d'un camp ennemi, la France est un seul homme qui a trente-six millions de cœur et soixante-douze millions de bras. Elle prouvera, au besoin, qu'elle n'a pas perdu l'habitude des *levées en masse*. Grâce au ciel, elle n'est par épuisée comme en 1814 et 1815 : il ne tient qu'à elle de retrouver son élan de 1793. Qu'elle soit elle-même : il ne lui faut que cela.

Et alors, alors malheur à qui aurait confondu ce que peut la France combattant pour l'empire, avec ce que peut la France combattant pour la France !

LOUIS BLANC

Nouvelles de la guerre.

Metz, 7 août, 3 h. matin. Les communications étant interrompues avec le maréchal de Mac-Mahon, je n'ai pas eu de nouvelles de lui jusqu'à hier. C'est le général de l'Aigle qui m'a annoncé que le maréchal de Mac-Mahon avait perdu une bataille contre des forces considérables, et qu'il se retirait en bon ordre. D'un autre côté, sur la Sarre, un engagement a commencé vers une heure ; il ne paraissait pas très-sérieux, lorsqu'un petit à petit, les masses ennemies se sont accrues, considérablement, cependant, sans obliger le deuxième corps à reculer. Ce n'est qu'entre 6 et 7 heures du soir que les masses ennemies devenant toujours plus compactes, le deuxième corps et les régiments qui les soutenaient, se sont retirés sur les hauteurs.

La nuit a été calme ; je vais me placer au centre de la position.

NAPOLÉON.

Metz, 7 août, 4 h. 30 m. du matin.

Le major général au ministre de l'intérieur.

Après une série d'engagements, dans lesquels l'ennemi a déployé des forces considérables, le maréchal de Mac-Mahon s'est replié en arrière de sa première ligne. Le corps du général Frossard a eu à lutter hier depuis deux heures contre une armée ennemie toute entière. Après avoir tenu dans ses positions jusqu'à six heures, il a opéré sa retraite en bon ordre. Les détails sur nos pertes manquent. Nos troupes sont pleines d'élan ; la situation n'est pas compromise, mais l'ennemi est sur notre territoire, et un sérieux effort est nécessaire. Une bataille paraît imminente.

Metz, 7 août, 6 h. matin.

Dans l'affaire qui a eu lieu à Forbach il n'y a eu que le troisième corps engagé soutenu par deux divisions des autres corps. Le corps du général Ladmirault, celui du général de Failly et la garde n'ont pas combattu.

Le combat a commencé à 1 h. et semblait sans importance, mais, bientôt, de nombreuses troupes se sont embusquées dans les bois, essayant de tourner la position. A 5 heures les Prussiens sem-

mais tout entière à sa conversation et les yeux attachés sur ceux d'Henri Melsol, celle-ci n'entendit rien. Le groupe s'éloigna.

— Comme elle était occupée de ce que lui disait M. Melsol, insinua M^{me} Dassié, de plus en plus malveillante.

— Les voilà qui reviennent de ce côté, elle m'entendra cette fois, répondit Mme Desmay froissée par des attaques aussi directes.

Mais Gabrielle ne revint pas et sa tante put la voir se diriger seule vers la salle à manger, ordinairement ouverte les soirs de réception et dans laquelle on servait le thé et quelquefois même un ambigue qui terminait les réunions du mardi. M^{me} Desmay ne quitta pas des yeux la porte par laquelle sa nièce avait disparu, afin de l'appeler à son retour.

S'il est des âmes fortes sur lesquelles l'opinion d'autrui n'a aucun empire, il en est d'autres qui sont accessibles à l'ascendant des impulsions étrangères, honnes ou méchantes. Les appréhensions qui ne faisaient que troubler M^{me} Desmay l'oppressèrent tout à fait lorsque Henri Melsol vint prendre congé d'elle ; car dans cette maison aux vieilles habitudes bourgeoises, l'on venait saluer la maîtresse du logis avant de partir.

— Comme vous nous quittez de bonne heure, dit M^{me} Desmay au jeune homme, vous laissez donc ici Madame votre mère et votre sœur ?

— Oui, répondit-il ; un ami qu'on a cru perdu pendant trois ans m'est arrivé d'Afrique où il vient de faire un pénible voyage d'exploration. Je ne puis me dispenser de lui consacrer une partie de ma soirée.

— C'est trop juste, répondit M^{me} Desmay.

Le jeune homme était sorti du salon et Gabrielle ne rentrait pas.

M^{me} Desmay souffrit beaucoup pendant un quart d'heure sous le regard inquiet de M^{me} Dassié. Elle songeait que la salle à manger avait une porte sur la vaste antichambre et que les deux domestiques, occupés à faire circuler les glaces, avaient laissé cette pièce sous la garde de la femme chargée du vestiaire ; elle croyait voir sa nièce, qu'elle supposait si pure une heure auparavant, tendant sa main tremblante à Henri Melsol, ou même seulement cherchant à le fuir furtif d'un regard, d'un sourire inaperçu, et elle était tentée d'aller s'assurer par elle-même de la fausseté de ce soupçon. Mais sa fierté et le pressentiment de l'après plaisir que Mme Dassié éprouverait en voyant ses mauvaises pensées partagées la retint.

Gabrielle rentra enfin, mais pâle, émue, et si visiblement tremblante qu'elle se jeta plutôt qu'elle ne s'assit sur

blaient repoussés et renoncèrent à l'attaque, mais un nouveau corps arrivant de Verdun sur la Sarre obligea le général Frossard à se retirer.

Aujourd'hui les troupes qui se trouvaient divisées se concentrent sous Metz.

Dans la bataille qui a eu lieu près de Freswiller, le maréchal de Mac-Mahon avait cinq divisions. Le corps d'armée du général de Failly n'avait pas pu le rejoindre.

On n'a que des détails très-vagues : On dit qu'il y a eu plusieurs charges de cavalerie, et les Prussiens avaient des mitrailleurs qui nous ont fait beaucoup de mal.

NAPOLÉON.

Metz, 7 août, 8 h. 25 m. du matin.

Le moral des troupes est excellent. La retraite s'effectue en très-bon ordre : on n'a pas eu de nouvelles du général Frossard, qui paraît, cependant, s'être retiré, cette nuit, en bon ordre.

Metz, 7 août, 11 h. 39 m., matin.

Les troupes continuent à se concentrer sans difficultés. Toute hostilité semble avoir cessé.

Les régiments d'infanterie engagés hier soir, étaient : 3^e, 55^e, 76^e, 77^e, 8^e, 23^e, 66^e, 67^e, 25^e, 63^e, 24^e, 40^e, de ligne avec les bataillons de chasseurs portant les n^{os} 3, 10, 12.

NAPOLÉON.

Pour copie conforme :

CHEVANDIER DE VALDRÔME.

Metz, 5 h. 30, soir.

Dans l'affaire d'hier les Prussiens ont tiré sur l'ambulance établie à Forbach et ont mis le feu à la ville.

Metz, 7 août, 12 h. 25, soir.

Le maréchal Mac-Mahon a éprouvé un sérieux échec à Meurschhoffen ; il se replie et couvre Nancy.

Les troupes qui sont autour de Metz sont dans d'excellentes dispositions.

Ce matin, le 3^e corps d'armée tout entier n'avait pas encore donné.

Les pertes de l'ennemi sont très-considérables et ralentissent sa marche.

L'épreuve est sérieuse ; elle n'est pas au-dessus des efforts du patriotisme de la nation.

Il n'est pas possible de préciser le chiffre de nos pertes.

Le mouvement de retraite et de concentration s'accomplit. — Le général Coffinières organise la défense. — Correspondance du quartier général.

CHEVANDIER DE VALDRÔME.

Metz, 4 heures (officiel).

L'ennemi n'a pas poursuivi vivement le maréchal Mac-Mahon. Depuis hier, toute poursuite a cessé. Le maréchal concentré toutes ses troupes.

La dépêche officielle annonçant les défaites du général Frossard et du maréchal Mac-Mahon, affichée dans tous les départements, a causé une grande surexcitation patriotique dans toutes les classes de la société. La garde mobile demande à être envoyée à l'armée.

A Paris les groupes lisent les affiches annonçant la défaite, les proclamations de l'Empereur, celle de l'impératrice et celle des ministres. Dans tous les quartiers, surtout les quartiers populaires, l'esprit patriotique est très-surexcité : de nombreux individus demandant des armes ont été envoyés au ministère de la guerre.

Dépêche privée de Metz, 7 heures.

On vient d'afficher l'échec du général Mac-Mahon. On organise la défense nationale. Le bruit court que les Prussiens sont à Saint-Avold. Metz est calme et prête à la défense. Pas de découragement. Pleine confiance. On parle de transporter le quartier général à Châlons.

Les corps d'armée du maréchal Bazaine et du général Ladmirault sont intacts. On attend pour demain une grande bataille non loin de Metz.

8 h. 8 m. matin.

Officiel. — Les Chambres sont convoquées pour demain. Tous les citoyens de trente à quarante ans feront partie de la garde nationale. La garde nationale de Paris est affectée à la défense de la capitale. On présentera un projet pour incorporer dans la garde nationale mobile tous les citoyens de moins de trente ans.

Metz. — Dimanche soir, dans la bataille de Froschwiller, le général Colson, chef d'état-major du maréchal Mac-Mahon a été tué ; le général Raoul a disparu. Notre artillerie a beaucoup souffert. Le

un canapé. Trop inquiète pour peser ce que M^{me} Dassié penserait de son empressement, M^{me} Desmay la quitta pour aller rejoindre sa nièce ; mais en traversant le salon, elle ne put se dispenser de dire ça et là quelques mots aimables aux groupes qu'elle croisa, et elle fut arrêtée au passage par son frère et par M. Dassié, qui venaient à elle.

— Ma sœur, dit l'ancien officier, j'apprends une chose singulière ; au moment où notre frère est mort, il se préparait à plaider contre M. Dassié ; savez-vous cela ?

— Pas le moins du monde, répondit M^{me} Desmay précipitée de Gabrielle.

— Vous allez voir en quelles circonstances, Madame, dit M. Dassié, petit homme au teint brouillé, bilieux, à l'œil verdâtre, plein de reflets d'étain : un œil froid, souvent voilé par des paupières à cils rares et courts. J'avais inventé une machine qui tendait à renouveler l'industrie à laquelle je dois ma fortune, et en homme confiant — oh ! — mon Dieu ! j'ai le tort de ne me défier de personne ; M^{me} Dassié me le reproche toujours — en homme confiant que je suis donc, j'avais chargé un de mes employés de quelques détails de dessin pour ma machine. Quand j'eus tout trouvé et perfectionné, je pris un brevet d'invention. Alors mon employé, — il y a vraiment, Madame, des hommes sans pudeur ni conscience — mon employé m'intenta un procès, prétendant que je voulais exploiter pour mon compte une découverte qu'il avait faite à lui tout seul. Cet homme parvint à surprendre la religion de Monsieur votre frère. Craignant une défaite, malgré mon bon droit, vu l'influence de maître Bordas, j'allais faire venir pour le combattre une célébrité du barreau parisien, quand la mort subite de Monsieur votre frère ôta au misérable sa seule espérance. Il ne sut pas déployer auprès de son nouvel avocat les ruses par lesquelles il avait abusé M. Bordas. Vous voyez, Madame, que j'ai failli trouver un adversaire dans votre famille, car Monsieur votre frère méconnaissait la loyauté de mon caractère et se promettait de m'acabler. Il doit être resté quelques traces de cette affaire dans les papiers laissés par lui.

Tous les papiers de mon frère ont été cachetés, dit M^{me} Desmay, ils appartiennent à Gabrielle, et bien que mon frère le colonel et moi nous ayons le droit de les lire, nous avons réservé ce droit à notre nièce, le lui sentant plus particulièrement. Mais excusez-moi, Messieurs, je suis obligée de vous quitter.

M^{me} Desmay s'esquiva pour échapper à ce verbiage diffus dont elle n'avait pas écouté deux mots ; elle alla vers le canapé sur lequel Gabrielle s'était assise quelques

minutes auparavant et elle ne l'y vit plus. Forçant sa bouche à un sourire de plus en plus contraint, la maîtresse de la maison parcourut sans trouver sa nièce le grand et le petit salon, et enfin la salle à manger, où elle se trouva face à face avec M^{me} Dassié.

— Eh bien ! lui dit cette dernière, savez-vous où est M^{me} Gabrielle ?

— Et qui vous dit que je la cherche ? répondit M^{me} Desmay, décidée à cacher à sa peu bienveillante voisine le secret de son inquiétude.

— Ma pauvre amie, s'écria M^{me} Dassié en prenant la main de M^{me} Desmay qu'elle sentit froide sous le gant, vous faites de la fierté avec moi parce qu'un étrange pressentiment m'a conduite à provoquer vos soupçons au moment même où les faits les justifient ; moi seule puis cependant prendre part à votre peine et vous renseigner, puisque moi seule ai parlé à votre nièce, entre ses deux sorties de l'appartement.

— Que parlez-vous de deux sorties ? Je gage que Gabrielle est chez elle !

— Non ! j'en suis certaine.

— Venez, venez à l'instant, Madame dit avec autorité M^{me} Desmay. Je tiens maintenant à vous convaincre de la fausseté de vos assertions.

Les deux femmes s'engagèrent dans la galerie vitrée qui séparait l'appartement du colonel de celui de sa sœur, à l'extrémité duquel était située la chambre de la jeune fille. Cette chambre était vide quand M^{me} Desmay et M^{me} Dassié y entrèrent, l'une anxieuse, l'autre excitée par une curiosité maligne. Rien n'était en désordre dans cette jolie pièce tendue de perse grise et rose, et harmonieusement meublée de quelques vieux meubles en marqueterie. Seulement, sur un pupitre ouvert, une plume d'oie achevait de se figer de l'encre encore fraîche gisait sur une feuille de papier dont elle maculait la blancheur ; l'encre, indiscrètement prise par une main pressée, s'était répandue ça et là sur le velours cramoisi du pupitre ; puis, le tiroir à demi-ouvert d'une commode laissait voir quelques coffrets bouillonnés.

— Elle a écrit, c'est dans la tradition, dit M^{me} Dassié avec l'assurance d'un juge d'instruction qui cherche les preuves matérielles d'un délit et elle se mit à chercher une lettre sur la cheminée, sur la table à ouvrage et le chiffonnet sans la trouver nulle part.

— C'est impossible ! c'est impossible ! répétait M^{me} Desmay presque machinalement ; mais ses yeux tombèrent sur le tiroir ouvert, elle y plongea les deux mains, et en retira la boîte à bijoux de Gabrielle et le coffret qui contenait sa bourse de jeune fille ; l'un et l'autre étaient vides.

(A continuer.)

FEUILLETON DU COURRIER DE ROANNE.

LE SECRET DE L'ORPHELIN.

NOUVELLE.

Cette émotion troubla M^{me} Desmay et lui eut fort donné à penser si elle n'avait su que M^{me} Dassié avait perdu depuis longtemps son unique fille. Mais sa confiance lui faisant rejeter toute supposition à ce sujet, elle attribua les aigreurs propos de sa nouvelle amie à sa trop rigide vertu, et elle prit la peine de défendre la moralité des petites fêtes qu'elle donnait en l'honneur de sa nièce.

— Vous avez beau jeter un blâme absolu sur les jeunes filles qui se laissent entraîner hors des bornes des convenances, lui répondit M^{me} Dassié, moi, que vous trouvez sévère, je les plains en les condamnant. A leur âge, on croit aux sentiments qu'on inspire ; et ces tendres émotions, poétisées par la musique qui marie les pas, les mouvements et les pensées, sont dangereuses la plupart qu'ailleurs. C'est parce que je comprends la fascination qu'exercent sur les jeunes personnes tant de plaisirs réunis que je voudrais leur voir épargner ces périls.

— Une mère s'aperçoit toujours du changement qu'une passion naissante amène avec elle.

— Ah ! le visage d'une femme de trente ans, est moins difficile à scruter que la figure rose d'une jeune fille.

— Bon ! dit M^{me} Desmay impatientée, je vais appeler Gabrielle et vous conviendrez vous-mêmes que cette timidité de regards et cette sérénité de traits appartiennent à une jeune fille qui ignore même les dangers de la passion.

— III.

Au moment où sa tante se promettait de la présenter comme un éloquent exemple de la candeur que respectent les fêtes de familles, Gabrielle passait près du foyer, tenant par le bras une de ses amies ; le frère de celle-ci, jeune homme de trente ans, marchait auprès de Gabrielle et parlait avec vivacité. Les deux jeunes filles, penchées vers lui, l'écoutaient avec un visible intérêt. M^{me} Desmay fit un léger signe d'appel à sa nièce qui ne le remarqua point ; alors elle appela doucement : « Gabrielle ! Gabrielle ! »

En présence de ces graves nouvelles, notre devoir est tracé : nous faisons appel au patriotisme et à l'énergie de tous. Les Chambres sont convoquées, nous mettons d'urgence, Paris en état de défense.

Pour faciliter l'exécution des préparatifs militaires, nous déclarons l'état de siège. Pas de défaillances, pas de divisions ; nos ressources sont immenses, luttons avec fermeté et la patrie sera sauvée.

PTOCLAMATION DE L'IMPERATRICE

FRANÇAIS !

Le début de la guerre ne nous est pas favorable. Nos armes ont subi un échec. Soyons fermes dans ce revers, et hâtons-nous de le réparer.

Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui du drapeau, celui de l'honneur national.

Je viens au milieu de vous, fidèle à ma mission et à mon devoir. Vous me verrez la première au danger pour défendre le drapeau de la France.

J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre. Le trouble serait conspirer avec nos ennemis.

Fait au palais des Tuileries, le 7 août 1870, 11 heures du matin.

L'impératrice régente,
Signé : Impératrice EUGÉNIE.

Pour copie conforme :

Signé : CHEVANDIER DE VALDROME.

Paris, 7 heures du soir.

Adresse aux Parisiens.

Parisiens,

Notre armée se concentre et se prépare à un nouvel effort. Elle est pleine d'énergie et de confiance. S'agiter à Paris, ce serait combattre contre elle et affaiblir, au moment décisif la force morale qui lui est nécessaire pour vaincre ; nos ennemis y comptent.

Voici, ce qu'on a saisi sur un espion prussien « Courage ! Paris se soulève, l'armée française sera prise entre deux feux. »

Nous préparons l'armement de la nation et la défense de Paris. Demain, le corps législatif joindra son action à la nôtre, que tous les bons citoyens s'unissent pour empêcher les rassemblements et les manifestations.

Ceux qui sont pressés d'avoir des armes n'ont qu'à se présenter au bureau de recrutement, il leur en sera donné de suite pour aller à la frontière.

8 août, 1870.

(Suivent les signatures des ministres).

NOUVELLE PROCLAMATION
DES MINISTRES

FRANÇAIS,

Nous avons dit toute la vérité.

Maintenant à vous de remplir votre devoir, qu'un même cri sorte de toutes les poitrines d'un bout de la France à l'autre !

Que le peuple entier se lève, frémissant, dévoué, pour soutenir le grand combat !

Quelques-uns de nos régiments ont succombé sous le nombre. Notre armée n'a pas été vaincue. Le même souffle intrépide l'anime toujours.

Soutenons-la !

A l'aide momentanément heureuse opposons la ténacité qui dompte le destin ! Réplions-nous sur nous-mêmes, et que nos envahisseurs se heurtent contre un rempart invincible de poitrines humaines !

Comme en 1792 et comme à Sébastopol, que nos revers ne soient que l'école de vos victoires !

Ce serait un crime de douter un instant du salut de la Patrie, et surtout de ne pas y contribuer. Debout donc, debout !

Et vous, habitants du Centre, du Nord et du midi, sur qui ne pèse pas le fardeau de la guerre, accourez d'un élan unanime au secours de vos frères de l'Est !

Que la France, une dans les succès, se retrouve plus une encore dans les épreuves !

Et que Dieu bénisse nos armes !

Paris, 3 heures 30, soir.

Le Conseil des ministres vient d'adresser une nouvelle proclamation au peuple.

Les Chambres sont convoquées pour demain.

3 HEURES

SENAT ET CORPS LÉGISLATIF

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Messieurs,

L'Empereur vous a promis que l'Impératrice vous convoquerait si les circonstances devenaient difficiles.

Nous n'avons pas voulu attendre pour vous réunir que la situation de la patrie fût compromise. Nous vous avons appelés aux premières difficultés. Quelques corps de notre armée ont éprouvé des échecs, mais la plus grande partie n'a été ni vaincue ni même engagée ; celle qui a été repoussée ne l'a été que par une foule quatre ou cinq fois plus considérable, et elle a déployé dans le combat un héroïsme sublime qui lui vaudra une gloire au moins égale à celle des triomphateurs.

Tous nos soldats qui ont combattu comme ceux qui attendent l'heure de la lutte, sont animés de la même ardeur, du même élan, du même patriotisme, de la même confiance dans une revanche prochaine.

Aucune de nos défenses naturelles ou de nos forteresses n'est entre les mains de l'ennemi ; nos ressources immenses sont intactes ; au lieu de se laisser abattre par des revers que cependant il n'attendait pas, le pays sent son courage grandir avec les épreuves.

Nous vous demandons de nous aider à soutenir et à augmenter le mouvement national, et à organiser la levée en masse de tout ce qui est valide dans la nation.

Tout est préparé.

Paris va être en état de défense, et son approvisionnement est assuré au besoin pour un long siège.

La garde nationale sédentaire s'organise partout. Les régiments de pompiers à Paris, les douaniers seront réunis à l'armée active.

Tous les hommes des inscriptions maritimes qui ont plus de 6 ans de service sont rappelés.

Mous abrégions les formalités auxquelles sont assujettis les engagements volontaires.

Nous combions avec nos forces disponibles les vides de notre armée, et pour le faire plus amplement et réunir une nouvelle armée de 450,000 hommes, nous vous proposons d'abord d'augmenter la garde nationale mobile, en y appelant tous les hommes non mariés de 25 à 30 ans, de nous accorder en outre la possibilité d'incorporer la garde mobile dans l'armée active, et enfin d'appeler sous les drapeaux tous les hommes disponibles de la classe 1870.

Ne reculant devant aucun des devoirs que les événements nous imposent, nous avons mis en état de siège Paris et les départements que l'ennemi menace.

Aux ressources dont ils disposent contre nous, les prussiens espèrent ajouter celle qui naîtrait de nos discordes intestines, et ils considèrent le désordre à Paris comme pouvant leur valoir une armée.

Cette espérance impie sera démentie : l'immense majorité de la ville de Paris conservera son attitude patriotique, et si une minorité tendait à troubler, par la force, l'entente nationale, nous userions des pouvoirs que nous donne l'état de siège, nous ne ferions pas seulement appel à la garde nationale courageuse et dévouée de la capitale, nous appellerions à Paris la garde nationale de la France entière, et nous défendrions l'ordre avec d'autant plus de fermeté d'âme que dans cette occasion surtout l'ordre, c'est le salut.

DECLARATION EN ETAT DE SIEGE
DE PLUSIEURS DEPARTEMENTS

NAPOLEON.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut ;

Vu la loi du 9 août 1849 ;

Sur la proposition de nos ministres de la justice, de l'intérieur et de la guerre,

Notre conseil des ministres entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les départements compris dans les 1^{re}, 3^e, 4^e, et 7^e divisions militaires territoriales et les départements de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, de l'Ain et du Rhône, qui appartiennent à la 8^e division militaire, sont déclarés en état de siège.

Art. 2. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et nos ministres de l'intérieur et de la guerre, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Paris, le 8 août 1870.

Pour l'Empereur,

Et en vertu des pouvoirs qu'il nous a confiés,

EUGÉNIE.

Dépêches télégraphiques.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR A MM. LES PREFETS.

Résumé du rapport du général Dejean, Ministre de la guerre, à Sa Majesté l'Impératrice régente.

Les forts extérieurs de Paris sont en état de soutenir un siège régulier. Dans peu de jours l'enceinte se trouvera dans les mêmes conditions. 40,000 hommes de la garde nationale et de la garnison les défendent. La défense de Paris est assurée, mais il est essentiel de combler les vides faits dans notre armée.

Avec les troupes encore disponibles, en France et en Algérie, avec le quatrième bataillon des cent régiments d'infanterie, on peut mettre en campagne 150,000 hommes. Dans quelques jours l'appel de la classe donnera 60,000 hommes. On peut ajouter la garde mobile, les compagnies de francs-tireurs qui demandent à s'organiser partout. Il y a là 40,000 hommes.

En ajoutant la garde nationale sédentaire, la France peut armer deux millions de défenseurs. Leurs fusils sont prêts, et il en restera encore un million en réserve.

Napoléon, par la grâce de Dieu, etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous les citoyens valides, de trente à quarante ans, qui ne font pas partie actuellement de la garde nationale y seront incorporés.

Art. 2. La garde nationale de Paris est affectée à la défense de la capitale et à la mise en défense des fortifications.

Art. 3. Le projet de la loi sera présenté pour incorporer dans la garde nationale mobile, les citoyens âgés de moins de trente ans qui n'en font pas actuellement partie.

Pour l'Empereur, et en vertu des pouvoirs qu'il nous a confiés,

EUGÉNIE.

Faites afficher et publier ce document dans votre département. Occupez-vous activement de la garde nationale et des compagnies de volontaires.

En cas d'urgence, faites provisoirement les nominations réservées à un décret par la loi et qui seront régularisées plus tard.

Le ministre ;

CHEVANDIER DE VALDROME.

8 août, 1 h.

L'ennemi ne paraît pas avoir fait de mouvement ; notre armée se concentre.

(Correspondance du quartier général).

CHEVANDIER DE VALDROME.

INCORPORATION

DANS LA GARDE NATIONALE SEDENTAIRE

Un exécution du décret du 7 août, tous les citoyens valides de 30 à 40 ans, qui ne font pas actuellement partie de la garde nationale sédentaire, devront se présenter, dans un délai de 3 jours, aux mairies de leurs arrondissements respectifs pour s'y faire inscrire.

Aussitôt l'incorporation, la distribution des armes commencera.

Paris, 8 août 1870.

Le sénateur préfet de la Seine,

HENRI CHEVREAU.

La note suivante a été communiquée au ministre de l'intérieur par le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine :

Dès la publication du décret qui appelle dans les rangs de la garde nationale sédentaire tous les citoyens de trente à quarante ans qui n'y sont point incorporés, le général d'Autemarre a convoqué tous les chefs de corps, et il a prescrit des mesures d'exécution immédiate.

Le réarmement de la garde nationale avec les fusils transformés se poursuit sans interruption. Cette opération se complètera au fur et à mesure de l'arrivée des armes nouvelles.

Dans les quartiers où la garde nationale n'existe pas encore, les chefs de bataillon sont déjà désignés, et, grâce aux mesures prises d'urgence, la garde nationale s'étendra à tout le département de la Seine.

Le dévouement et le patriotisme dont elle a donné tant de preuves ne se démentiront pas dans les circonstances que nous traversons.

La proclamation suivante a été affichée hier soir dans Paris.

« Habitants de Paris,

» La déclaration de l'état de siège me confère les pouvoirs nécessaires pour le maintien de l'ordre dans la capitale.

» Je compte sur le patriotisme de la population et de la garde nationale pour le maintenir.

» Tout attroupement est interdit.

» Paris, le 7 août 1870.

» BARAGUZY-D'HILLIERS. »

Le préfet de la Seine a donné des instructions à tous les maires pour que les dépêches qui leur seront, à partir de demain, communiquées par le ministère de l'intérieur, soient immédiatement affichées à la porte de leur mairie.

Les habitants de Paris trouveront donc dans leur quartier tous les renseignements qui leur parviennent du théâtre de la guerre.

Le ministre de l'intérieur a pris des mesures pour que les dépêches télégraphiques soient affichées à la Bourse et dans les mairies dès qu'elles lui parviendront.

Le ministre de l'intérieur vient de prendre l'arrêté suivant :

Le ministre de l'intérieur,

Attendu qu'aux termes de l'art. 9 § 4 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, l'autorité militaire a le droit d'interdire les publications de nature à exciter ou à entretenir les désordres.

Attendu que la proposition d'instituer un comité de défense, telle qu'elle est contenue dans le *Sicéle* du 8 août 1870, est une tentative anarchique de nature à compromettre l'unité de l'action, à créer une agitation stérile et à mettre en péril la sécurité nationale ;

Sur l'avis conforme du conseil des ministres ;

Arrête :

L'autorité militaire appliquera les prescriptions de l'article 2, § 4, à tout journal qui renouvellera cette proposition ou des propositions analogues.

Paris, ce 8 août 1870.

CHEVANDIER DE VALDROME.

Chronique locale

Nous tenons de source certaine que la maison d'Anquetin Besse, Bussard et Alexandre Rollet conservera leur emploi à ceux de ses employés qu'on appellera sous les drapeaux, et continuera à leur servir le traitement pendant la durée de la guerre.

Nous ne doutons pas que cet exemple ne soit suivi par tous les chefs d'industrie de notre ville.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'on ne négligera rien pour prouver aux troupes qui traversent Roanne combien ils sont sympathiques à la population.

Lundin matin une collecte a été faite pour distribuer 6 vin au 42^e de ligne qui se trouvait en gare.

Cette souscription spontanée avait produit la somme de 55 fr.

A Roanne même empressement de la population. On va ses poches jusqu'au jour où l'on ira verser son sang.

Neulize, le 9 août 1870.

Monsieur le Rédacteur,

Vos lecteurs ayant été plusieurs fois occupés des faits et gestes de l'administration de la commune de Neulize, je dois vous en informer que la liste présentée par elle a été repoussée par les électeurs, tandis que celle de l'opposition dont je vous joins ci-joint l'exemplaire, a obtenu une majorité accablante. C'est une preuve que les populations commencent à comprendre quelle est la force d'un bulletin de vote. Elles s'éclaircissent peu à peu ; c'est un signe des temps.

Les nouvelles qui peuvent arriver d'un instant à l'autre du théâtre de la guerre ne permettent pas de donner à ce petit succès local, dont une part revient à votre journal, les développements qu'à d'autres moments ils pourraient avoir. Il aurait comportés ; vos lecteurs ne m'en voudront pas de les supprimer.

Nous allons maintenant penser à nos soldats, à nos blessés, et à ceux qui souffrent des malheurs de la guerre.

Veuillez agréer, et

P. MOLLON.

MM. Robert, receveur-baliste. — Bert Pierre. — Brouhin-Tixier. — Fontenelle-Tixier. — Recorbet Jacques. — Trent Joseph. — Méré Pierre. — Defond Alexandre. — Coquet François. — Ray-Jacquetto. — Valfort Jean. — Dénoyol Pétrus. — Czelles Etienne. — Boyer Benoît. — Goutard Benoît aux Ratis. — Giroudon Jacques, à Chapelle. — Bert Louis, à Champagny. — Alléry-Dalléry. — Marc Planus. — Metton l'aide père. — Rodéry-Galès, au bourg.

Monsieur le Rédacteur,

Vous avez annoncé le résultat des élections de Roanne. L'opposition entière a passé au premier tour.

Mardi, 9 août, il s'est passé sur la place du marché de Roanne, des scènes regrettables, a-t-il été dit :

Des femmes de campagne se sont vues enlever leur beurre à un prix inférieur à celui réclamé et ce malgré elles.

C'est une atteinte à la propriété qui n'a pu être le fait que de quelques malheureux égarés et qui ne doit pas se renouveler, car ce serait se priver de ces mêmes approvisionnements. Chacun doit être libre de vendre comme chacun est libre d'acheter. L'intérêt individuel étant là pour forcer à se concilier ces deux intérêts contraires.

Nous espérons que ces faits, que nous ne pouvons que répudier et flétrir, ne se renouveleront pas, et que chacun comprendra, que dans l'intérêt de tous vendeurs et acheteurs doivent se respecter mutuellement.

SOUSCRIPTION DU COURRIER DE ROANNE

Montvenoux coiffeur.	5 »
Débonot, tisserand.	1 »
Delorme.	1 »
Farabet.	1 »
Reuillet, docteur.	25 »
Société Ste-Anne du faubourg Saint-Louis.	3 50
Offert par les élèves de l'institution de Mlle Balouzet, abandon de leur prix.	100 »
Institution de Mlle Dépière, abandon des prix.	50 »
M. Hérissé.	15 »
M. Gerbay.	25 »
M. Léon Raffin.	10 »
M. Chetard.	5 »
Souscription reçues jusqu'à ce jour.	3,131 45
Sur cette somme il a distribué.	112

Reste en caisse. . . 3,019 45

Nous extrayons de la correspondance Italienne du *Temps*, les nouvelles suivantes dont l'importance est considérable.

D'autre part, je regarde comme l'expression exacte des pensées des hommes politiques italiens les plus influents du moment, ce qui m'était écrit hier samedi 6, au moment où nous étions tous sous le premier coup des douloureuses nouvelles de l'Alsace et de la Lorraine.

« Mais, me disait-on, c'est en cette épreuve, si elle devenait plus grave, que se verrait la loyauté de l'Italie, plus réelle qu'on ne l'a dit, et l'utilité dont elle peut être dans sa forme unitaire. L'Europe en général et la France en particulier. Elle maintiendra certainement la tranquillité dans le sud du continent. Plus que jamais, si la France est dans l'embarras, elle maintiendra ses engagements. Si des événements surgissent sur le territoire papal — et l'on peut les craindre — il y aurait pour nous des devoirs si évidents que Paris et Rome seraient les premiers à nous féliciter de les avoir remplis, quand ils auront vu notre attitude. »

Voilà, je pense, l'expression des sentiments actuels de l'Italie.

On a beaucoup remarqué que les officiers italiens, dans les cafés, les restaurants, liaient, hier à midi, les dépêches douloureuses de Paris, de Metz, etc., avec une expression de sympathie des plus prononcées.

Il y a un commencement de revirement dans une partie de l'opinion : la foule obscure, très évidemment, était inclinée à être antifrançaise jusqu'à ces derniers jours. Hier matin, un gamin, vers le Dôme, criait : *Supplément de l'ITALIE ! Défaite des Français !* Un homme du peuple l'a battu pour le faire taire.

6 août.

Aujourd'hui mardi, à onze heures, l'Angleterre et l'Italie se sont définitivement entendues pour une action diplomatique commune, dans un sens aussi favorable à la France que les circonstances le permettent.

L'Italie, qui a eu l'initiative, a proposé à l'Angleterre de prendre pour base de cette entente l'intégrité du territoire français ce que l'Angleterre a accepté.

L'Autriche n'a pas encore accédé à cette sorte de ligne des neutres. On espère encore son adhésion, malgré l'hostilité de plusieurs journaux viennois.

Nous sommes, ici, dans un état d'anxiété inexprimable. La colonie française de Florence vient d'ouvrir une souscription pour les Français blessés. La première de ces listes, qui est considérable, et publiée ce soir dans l'*Indépendance italienne*.

Les nouvelles de Rome sont graves pour le pouvoir temporel. La légion d'Antibes déserte par masses.

Le colonel Pifféri, chassé de la garde du château Saint-Ange, est renvoyé comme suspect d'être favorable à l'Italie ; il est remplacé par le major Petrelli.

Le pape est encore inflexible contre l'idée d'une entente avec l'Italie.

A. ERDAN

A la suite d'une séance orageuse de la Chambre, le ministère Ollivier a succombé pour faire place à un ministère composé par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao.

BULLETIN COMMERCIAL
Dépêche télégraphique.

Service spécial du *Courrier de Roanne*

Rouen, le 13 août, 8 h. 14 m.

Affaires nulles ; baisse de 10 à 20 centimes sur les cotons filés.

Chaîne 26 Amérique pur	3.20
Id. 28 id.	3.30
Trame 26 id.	3.10
Id. 28 id.	3.20

Havre, vents : 600 balles — très-ordinaire 97.

Liverpool, vente : 12,000 balles.

Roanne. — Expéditions de la semaine : 1,800 pièces.

MERCURIALE	Lapalisse	Roanne.
Jeu 3	Vend. 4	
Froment, 1 ^{re} q. d. déc.	4 30	4 50
Froment, 2 ^e qualité.	4 20	4 40
Froment, 3 ^e qualité.	4 00	4 30
Seigle, 1 ^{re} qualité...	2 90	2 90
Seigle, 2 ^e qualité...	2 80	2 80
Seigle, 3 ^e qualité...	2 70	2 70
Orge, double decal...	3 00	3 20
Colza	0 00	0 00
Avoine	2 25	2 40
Haricots	6 00	6 00
Farine, 1 ^{re} qté. 125 k.	61 »	60 00
Farine, 2 ^{me} qualité...	58 »	57 00
Farine, 3 ^e q. barillet...	54 00	54 00
Pain blanc, le kil...	0 42	0 50
Pain bis	0 37	0 40
Pain de ménage	0 32	0 36
Foin, les 100 kil	28 »	18 00
Paille	7 50	8 50
Oufs, la douzaine...	0 55	
Beurre, les 500 gr	1 20	

Pour tout ce qui doit être signé :

Le gérant, V. CARTAY.

